

POUR UNE MONDIALISATION CIVILISÉE

Cet entretien a été conduit
par Baudouin Bollaert**

Sciences Po, HEC, l'ENA, sans oublier un diplôme d'études supérieures de droit : Pascal Lamy, c'est d'abord une tête bien faite, un « crâne d'œuf » comme disent les Américains. L'image colle bien à ce fils de pharmacien au physique de moine tibétain... Ce qui lui vaut son surnom de « Dalai Lamy » !

Pascal Lamy, c'est ensuite un haut fonctionnaire qui, de l'Inspection des finances à Paris à la direction de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève, en passant par la Commission de Bruxelles (d'abord en tant que directeur de cabinet de Jacques Delors, ensuite comme Commissaire européen chargé du commerce), a occupé de nombreux postes stratégiques.

Pascal Lamy, c'est encore un social-démocrate pur jus qui, parce qu'il n'a jamais caché ses convictions au sein du parti socialiste français (dont il est membre), a toujours connu plus d'ennemis que d'admirateurs dans sa famille politique... Ce qui ne l'empêche pas, bien au contraire, de défendre ses idées avec une voix gouailleuse entretenue aux cigarillos.

Pascal Lamy, c'est enfin un Européen convaincu. À Bruxelles, on l'appelait « le chef de commando », « le Prussien » ou « l'Exo-cet » de Delors car, durant ses longues années passées à la tête du cabinet de l'ex-président de la Commission, il a mené son monde à la baguette pour mettre un peu d'harmonie dans l'orchestre européen.

En France, après une tentative politique ratée en 1993 — il a été battu sèchement aux législatives dans sa circonscription

* Ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (2005-2013).

** Ancien rédacteur en chef au *Figaro*, maître de conférences à l'Institut catholique de Paris.

LES BEIGES

POUDRE BELLE MINE NATURELLE SPF 15
FLUIDE BELLE MINE MULTIACTION SPF 15

CHANEL



www.chanel.com

de Normandie —, il a rejoint l'équipe chargée du redressement du Crédit Lyonnais. Puis il est devenu le directeur général de la banque jusqu'à sa privatisation en 1999.

Âgé aujourd'hui de 67 ans, sans fonction officielle depuis son départ de l'OMC en septembre dernier après huit ans de mandat, ce grand commis atypique — fêru de jogging et catholique assumé — parcourt le monde d'une conférence à l'autre, rédige des livres ou des rapports et travaille pour plusieurs instituts dont Notre Europe, think tank fondé par Jacques Delors, son maître et son modèle.

Grand défenseur de l'idée européenne, partisan d'une mondialisation « civilisée », visiteur à ses heures du président Hollande à l'Élysée, Pascal Lamy, qui vient de publier Quand la France s'éveillera (1), s'est fixé un objectif ambitieux : convaincre ses compatriotes de regarder le monde tel qu'il est et non tel qu'ils voudraient qu'il soit...

B. B.

Baudouin Bollaert — Selon vous, la France, dans son rapport au monde, a un « grave problème avec la vérité »... Depuis quand et pourquoi ?

Pascal Lamy — Il existe dans l'histoire et la culture françaises des constantes et des éléments plus conjoncturels. Parmi les constantes, la France a toujours eu une certaine vision du monde : une vision universaliste. Mais, simultanément, et c'est une spécificité bien de chez nous, les Français rejettent l'actuelle mondialisation. Ils ne l'aiment pas, ils la jugent mauvaise, injuste, dévoreuse d'identité... J'ai réfléchi à cette contradiction avérée et, petit à petit, j'en suis venu à l'idée qu'elle se trouve à l'origine des blocages français.

B. B. — La France fait-elle l'autruche ?

P. L. — D'un côté, on voudrait que le monde soit meilleur, ce qui est parfaitement légitime — même si, sans être parfait, il n'est pas aussi atroce qu'on le dit... De l'autre côté, on tourne le dos à la réalité, on ne pense qu'à s'en protéger en choisissant des solutions de facilité. Résultat : progressivement, la France « sort » de ce monde. Alors que son ambition serait de l'influencer, de peser sur son évolution, elle suit le chemin inverse. Dès lors, elle risque fort de perdre son influence. Au niveau de la planète, la classe moyenne approchera bientôt les cinq milliards d'êtres humains.

Dans ce contexte, l'influence d'un État est particulièrement liée à ses performances économiques et sociales. Ces aspects comptent bien plus que la bombe atomique ou un siège permanent au Conseil de sécurité ! Or la France a des difficultés à le comprendre. J'y vois, je le répète, la cause de ses blocages et la porte ouverte à tous les populismes. Ce n'est pas le monde qui va mal, c'est notre pays !

B. B. — Le monde va-t-il si bien ?

P. L. — Il pourrait aller mieux, bien sûr ! Mais dans le rapport de l'Oxford Martin Commission (2) dont j'ai présidé les travaux, nous écrivons qu'à la question « à quelle époque voudriez-vous vivre ? » la majorité des habitants de la planète répond : « aujourd'hui ! » Et bon nombre d'entre eux disent aussi « demain », car ils pensent que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. En revanche, si l'on pose la question aux Français, ils répondent « hier »...

B. B. — Faut-il y voir un signe de la nostalgie que les Français éprouvent à l'égard de leur grandeur passée ?

P. L. — Il y a de cela, évidemment. Mais on ne peut pas s'arrêter là. La vérité, c'est que la France sort peu à peu de la route depuis le premier choc pétrolier. Les Français ne peuvent pas se contenter d'accuser la Chine, les Allemands, Bruxelles, les immigrés et les Arabes de tous les maux alors qu'ils portent eux-mêmes la responsabilité de l'essentiel de ces maux ! D'autres pays ont connu les mêmes problèmes que nous — déficits publics, chômage, manque de compétitivité — mais ont su retrouser leurs manches pour les surmonter. La France, elle, reste sur quarante ans de déficits publics, vingt ans de chômage de masse et dix ans d'érosion de sa compétitivité... A force de ne pas traiter ces problèmes et de repousser les réformes nécessaires — car il y a toujours quelqu'un en France, juché sur son tonneau, pour proclamer que la réforme des retraites ou celle de la sécurité sociale font le jeu d'une mondialisation épouvantable —, tout reste bloqué...

B. B. — Ce que vous dénoncez, en France, c'est donc un conservatisme généralisé, propre à la droite comme à la gauche...

P. L. — Oui, on peut le dire ainsi. Mais le plus important, c'est d'abord de comprendre pourquoi le pays en est là, puis de chercher des solutions. Sinon, cela ne sert à rien... Des rapports sur les problèmes de l'économie et de la société française, les bibliothèques en sont pleines ! Les diagnostics sont établis depuis très longtemps. Or il ne s'agit plus de diagnostiquer, mais de déterminer

les raisons de l'incapacité de la France à surmonter ses difficultés. Selon moi, ces difficultés viennent de notre regard faussé sur le monde : pour 61 % des sondés, en France, la mondialisation est perçue comme une menace. C'est ce regard qu'il faut changer.

B. B. — *Les Français voudraient une mondialisation moins « sauvage ». D'ailleurs, vous souhaitez vous-même « civiliser » cette mondialisation... tout en admettant qu'il n'y a pas d'option alternative crédible au système actuel ! N'est-ce pas dévalorisant ?*

P. L. — Il n'existe pas d'option alternative crédible, pour le moment, au système économique dominant qui s'appelle le capitalisme de marché globalisé. Je le critique car il possède de nombreux défauts, à commencer par le fait qu'il creuse les inégalités sociales. Mais comme je suis réaliste, je constate qu'on ne lui a pas trouvé de substitut et je reconnais que, en vingt ans, 700 millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté dans le monde... La démarche de fond consiste, par conséquent, à élaborer une critique du capitalisme de marché qui soit opératoire et aboutisse à des propositions concrètes. J'y travaille. Tâche ardue !

B. B. — *Vous semblez en phase avec le pape François qui a récemment déclaré : « Le chômage est la conséquence d'un système économique qui n'est plus capable de créer de l'emploi car il a mis au centre une idole qui s'appelle l'argent »...*

P. L. — C'est un retour à Léon XIII et à l'encyclique *Rerum Novarum*, ce qui n'est pas si mal ! Si vous reprenez la doctrine sociale de l'Église, vous constaterez que l'on y trouve une critique du capitalisme de marché. Dans la dernière encyclique sur le sujet — *Caritas in veritate*, en 2009 —, il y a des concepts auxquels je souscris (3). Mais ce n'est pas opérationnel et ça ne peut pas faire les titres du journal de 20 heures ! Et, de ce point de vue, travailler avec l'Oxford Martin Commission m'a beaucoup appris...

B. B. — *Pouvez-vous préciser ?*

P. L. — Dans notre rapport, nous avons étudié de près dix dossiers mondiaux où des succès ont été obtenus depuis trente ans et dix autres où les efforts entrepris ont échoué. Je vous donne quelques exemples : la lutte contre le sida a plutôt bien fonctionné. La protection de la couche d'ozone aussi. En revanche, nous n'avons pas réussi à empêcher la surpêche dans les océans. Et, avant 2008, la régulation financière n'était guère efficace... En matière de lutte

contre le tabagisme, le bilan est mitigé. En analysant de façon clinique les facteurs de succès et d'échec, nous avons trouvé que, bien souvent, la réussite provenait de partenariats entre des entités publiques, la société civile et le monde des affaires. En nous plongeant dans les détails, nous nous sommes aperçus que les entités publiques les plus efficaces au cours de ces trente dernières années ont été les mégapoles. L'une des raisons qui expliquent leur succès par rapport au vieux système westphalien des États-nations — en échec sur la lutte contre le réchauffement climatique, par exemple —, c'est leur proximité avec les populations. Aujourd'hui, la légitimité vient de la proximité. Quand j'ai écrit en 2004 *La Démocratie-Monde* (4), je pensais un peu le contraire. Mais la vérité est là, et les exemples déjà cités le montrent : si une partie de la solution aux problèmes contemporains consiste à globaliser les enjeux locaux, la plus grande partie consiste, au contraire, à localiser les sujets globaux ! Il y a cent maires sur cette planète qui ont plus de pouvoirs que la moitié au moins des États membres de l'Assemblée générale des Nations unies...

B. B. — *L'échelon européen demeure-t-il pertinent dans le monde actuel ?*

P. L. — Il existe des valeurs européennes, une identité européenne, bref, une civilisation européenne : j'en suis encore plus convaincu après huit ans passés à Genève à la tête de l'OMC qu'après quinze ans passés à Bruxelles ! Si vous demandez aux non-Européens de définir l'Europe, la réponse leur vient assez vite à l'esprit. La chancelière allemande, Angela Merkel, l'a très bien résumée en quelques chiffres : 7 % de la population mondiale, 25 % du PNB mondial et 50 % des dépenses de sécurité sociale dans le monde...

B. B. — *N'est-ce pas ce que l'on appelle l'économie sociale de marché ?*

P. L. — Tout à fait. Cette formule, certes un peu incantatoire, a le mérite de définir l'option européenne de la mondialisation, comme il existe une option américaine — très individualiste, avec une forte tolérance aux inégalités — ou une option chinoise — qui comporte une certaine cohésion sociale mais beaucoup moins de liberté individuelle... La version européenne, elle, conjugue les libertés, la cohésion sociale, la concurrence, la solidarité. Ce modèle-là me semble être le modèle de mondialisation le plus civilisé. Comme le grand diplomate singapourien Kishore Mahbubani, ancien ambassadeur de son pays aux Nations unies, je pense donc que la mission de l'Europe est de civiliser

la mondialisation. À condition que notre modèle se réforme suffisamment pour rester fort et que les Européens ne le renient pas... La croissance est très faible en Europe et le débat politique se crispe sur la répartition. Ce sera un enjeu important pour les cinq à dix ans à venir, en partie à cause de la crise mais pas seulement... Durant la prochaine décennie, la croissance des pays émergents oscillera entre 6 et 8 % ; celle des États-Unis sera d'environ 3 % ; l'Union européenne, elle, n'aura qu'une croissance de 1 à 1,5 %... Or il nous faudrait au moins 2 % pour repartir de l'avant !

B. B. — *Après les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), on parle de plus en plus, aujourd'hui, des Next Eleven (Bangladesh, Corée du Sud, Égypte, Indonésie, Iran, Mexique, Nigeria, Pakistan, Philippines, Turquie et Vietnam) ou des CIVETS (Colombie, Indonésie, Vietnam, Égypte, Turquie, Afrique du Sud)... Croyez-vous ces pays capables d'imposer un nouvel ordre mondial dont les Européens seraient absents ?*

P. L. — Je pense d'abord que ces catégorisations n'ont pas de sens. Si l'acronyme a fait florès, la notion de BRICS n'est pas homogène. C'est du marketing... Il est pour le moins étrange de ne pas y avoir inclus l'Indonésie, le Mexique ou la Turquie ! Ce qui est vrai, en revanche, c'est qu'il existe une catégorie de pays dont la production va croître beaucoup plus vite que la nôtre. Alors que les classes moyennes mondiales représentent deux milliards de personnes aujourd'hui, massées surtout en Amérique du Nord, en Europe et au Japon, elles seront — je l'ai évoqué — cinq milliards dans quinze ans. Soit trois milliards de plus : deux en Asie et un réparti entre l'Amérique latine et l'Afrique. Les pays émergents connaîtront sans doute des turbulences politiques, mais la montée de leurs classes moyennes garantit qu'ils exerceront une influence colossale sur le monde de demain.

B. B. — *Au détriment de l'Europe ?*

P. L. — L'impérialisme européen appartient au passé, fort heureusement, mais nous avons une identité et un modèle. Ce modèle, nous le dosons certes différemment d'un pays à l'autre de l'Union, mais nous aurions tort de ne pas le protéger et de ne pas le promouvoir.

B. B. — *Certains observateurs redoutent que le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), qui*

se négocie en ce moment entre les États-Unis et l'UE, ne remette en cause le modèle européen... Partagez-vous ces craintes ?

P. L. — En principe, il me paraît clair que l'ouverture supplémentaire des échanges entre les deux parties peut apporter des avantages à tous. Chacun pourra y trouver son compte — rien de nouveau sous le soleil de ce point de vue. Il n'empêche que nous avons affaire, ici, à une négociation d'un nouveau type. Les promoteurs du TTIP veulent nous faire croire qu'il s'agit d'un énième traité de commerce classique, comparable à ceux que le roi de Crète signait avec le pharaon d'Égypte... Or c'est faux. Les traités classiques, conclus sur une base de réciprocité — « tu me donnes ça, je te donne ça » —, réduisent les protections destinées aux producteurs : droits de douane, subventions, etc. Le TTIP comporte, il est vrai, des mesures de ce type, mais elles ne représentent que quelque 20 % de l'ensemble !

B. B. — *Sur quoi les 80 % restants portent-ils ?*

P. L. — Sur les normes administratives censées défendre le consommateur. Et ça, c'est un tout autre sport, car elles sont très différentes ! En Europe, nous avons déjà affronté le problème quand nous sommes passés du marché commun au marché intérieur, entre 1985 et 1992. Or je ne suis pas sûr que ces différences aient été assez prises en compte dans la structure de la négociation du TTIP. Si je suis négociateur commercial et que je négocie des tarifs, j'ai les producteurs contre moi et les consommateurs avec moi. Si je suis négociateur de convergences réglementaires et que je négocie des questions comme la taille des pare-chocs, la sécurité des briquets ou la désinfection des poulets au chlore, je vais avoir les producteurs avec moi — car ils apprécieront la perspective d'un standard commun favorable aux économies d'échelle — mais j'aurai les consommateurs contre moi car leurs représentants feront ce que j'appelle de la « parano intelligente » : ils craignent que ces standards communs soient néfastes pour la sécurité, pour la santé, pour la nature, etc. Nous sommes en présence d'un type de négociation très différent et personne ne sait exactement comment procéder. D'autant qu'on a confié la tâche à des négociateurs commerciaux, grands spécialistes des droits de douane, mais pas à des experts de la désinfection des poulets au chlore ! Soyons donc attentifs...

B. B. — *Peut-on résumer les débats par la formule « l'Europe, c'est la précaution et les États-Unis, c'est le risque » ?*

P. L. — C'est loin d'être aussi simple. Les Américains ont parfois des normes drastiques. Par exemple, aux États-Unis, il n'y a pas de voitures diesels... Le problème que pose le TTIP est un problème de convergence réglementaire et d'harmonisation des normes, ce qui est très délicat. L'administration du risque est corrélée à une échelle de valeurs, celle du bien et du mal. On peut penser qu'entre les deux rives de l'Atlantique cette échelle de valeurs n'est pas trop décalée. Cependant, il faudra beaucoup de temps pour parvenir à un accord et je me méfie de ceux qui, à Washington ou à Bruxelles, veulent brûler les étapes pour terminer en 2014.

B. B. — *Il faut donc se hâter lentement ?*

P. L. — La convergence réglementaire, c'est incontestablement l'avenir des négociations commerciales. Les pays de l'Union européenne, je le répète, ont largement réalisé cette convergence réglementaire entre eux depuis 1993 : les normes sont aujourd'hui identiques à 85 % pour les biens et à 40 % pour les services. Les États de l'UE se sont également entendus sur des normes collectives en matière de protection des données privées. Si les États de l'UE l'ont fait entre eux, l'UE peut le faire avec les États-Unis. Mais cela ne se fera pas en un tournemain. Mon pronostic, c'est que, sur chaque sujet, le niveau de précaution des consommateurs qui résultera de la négociation équivaudra au niveau de précaution le plus élevé de chaque côté. Autrement dit, si sur un dossier donné le niveau de protection est plus important en Europe, c'est ce niveau qui sera retenu pour les normes communes. Si, sur un autre dossier, les normes sont plus drastiques aux États-Unis, alors les normes finales seront les normes américaines.

B. B. — *À propos de la notion de risque, quelle est votre position sur l'exploitation du gaz de schiste ?*

P. L. — Peut-être suis-je complètement contaminé par la pensée anglo-saxonne, mais, à mon avis, quand on ne sait pas, on cherche ! Et, parfois, on trouve... Je suis très très pragmatique. Qu'il faille prendre des précautions, d'accord, mais pas au point d'arrêter les recherches.

B. B. — *En 2002, à Johannesburg, Jacques Chirac a prononcé des mots restés fameux : « Notre maison brûle et nous regardons*

ailleurs. » Il faisait allusion aux problèmes environnementaux de la planète. Cette formule demeure-t-elle d'actualité douze ans plus tard ?

P. L. — Je vous l'ai dit tout à l'heure : en matière de lutte contre le réchauffement climatique, nous n'avons guère progressé. C'est le règne de la procrastination parce qu'on ne parvient pas à se mettre d'accord ! Quand les Américains disent que les Chinois sont les principaux émetteurs de carbone, ils ont raison ; et quand les Chinois répondent que les Américains sont, eux, les principaux émetteurs de carbone par habitant, ils ont raison aussi. Du coup, personne ne bouge. C'est un jeu à somme nulle où l'on se cache derrière des formules de diplomate. De même qu'à l'OMC on parle parfois de « traitement spécial et différencié », on parle pour le réchauffement climatique de « responsabilité commune et différenciée »... Tout le monde applaudit, sauf que chacun l'interprète à sa manière !

B. B. — *Quelle est votre position sur la question de l'énergie nucléaire ?*

P. L. — Il y a le militaire et le civil. Comme je milite pour un rapprochement franco-allemand plus étroit à l'horizon 2045, quand les deux pays auront chacun 72 millions d'habitants — selon les démographes — et seront davantage sur un pied d'égalité, j'essaie d'explorer ce que l'un et l'autre devront apporter pour s'unir davantage... Il me semble que la France pourrait renoncer à l'arme atomique — je ne crois pas à l'avenir à long terme de cette arme. Les Allemands, pour leur part, devraient reconnaître que la géopolitique ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe... Bref, prendre plus de responsabilités mondiales.

B. B. — *Et le nucléaire civil ?*

P. L. — C'est une source d'énergie parmi d'autres. Malgré de gros problèmes dans le stockage des déchets, il a l'énorme avantage de ne pas émettre de CO₂...

B. B. — *Pourquoi le couple franco-allemand paraît-il si apathique ?*

P. L. — Apathique, le mot est juste. Il y a entre nos deux pays une proximité, une histoire, des processus, des conseils, des jumelages... mais tout cela manque de vigueur, de conviction et d'engagement. L'explication, c'est que les gouvernements des deux pays n'attachent pas assez d'importance à leur coopération.

Pourtant, la relation franco-allemande reste essentielle : aucun doute là-dessus !

B. B. — *On associe souvent la France au laxisme et l'Allemagne à l'austérité...*

P. L. — On ne peut pas juger la France et l'Allemagne de façon aussi lapidaire. Les Allemands ont un gros problème de rétrécissement démographique que les Français ne comprennent pas. Ils ont une culture économique rigoureuse héritée de la crise des années 1930. Mais, en plus, ils ne veulent pas faire porter sur les générations futures un poids de dette excessif. Ils ont, contrairement à nous, la hantise de ce qui va se passer dans vingt ou trente ans avec la baisse de leur population. Nous devons en tenir compte et chercher des compromis avec Berlin.

B. B. — *Les nouvelles orientations économiques affichées par la France — le tournant social-libéral du président et l'hymne aux entreprises de Manuel Valls — vous satisfont-elles ?*

P. L. — Disons qu'on va dans la bonne direction. Si le gouvernement recadrerait avec plus de netteté ses objectifs, ce serait plus crédible. Je reconnais que le recadrage irait sans doute à l'encontre de ce que souhaite une large partie de l'opinion...

B. B. — *On en revient à la difficulté qu'a la France à admettre la vérité...*

P. L. — Absolument.

B. B. — *Dans le débat pour ou contre l'« euro fort », à quel camp vous rattacherez-vous ?*

P. L. — Comme je l'ai écrit l'an dernier (5), je crois qu'une monnaie forte et stable est un atout à moyen et à long terme. Or le débat entre les deux camps se focalise trop sur des données nominales de court terme.

B. B. — *Vous dites que l'UE est de plus en plus perçue comme une « machine à punir », ce qui explique, en partie, le désamour dont elle fait l'objet. Pourquoi ?*

P. L. — Parce que l'Europe est présentée de la sorte, alors que cette image ne correspond pas à la réalité. Qu'est-ce que l'Union européenne ? Une forme d'ordo-libéralisme (6), un concept que nos compatriotes ne comprennent pas bien... Quand j'entends dire que la France se prépare à un « bras de fer budgétaire » avec Bruxelles, par exemple, je tombe de ma chaise ! On ne fait pas un bras de fer avec soi-même ! Nous nous sommes donné des règles,

la Commission est chargée de les faire respecter, donc l'idée que « c'est Bruxelles le méchant » est absurde ! Il n'est jamais agréable de se faire arrêter quand on a brûlé un feu rouge, mais on ne remet en cause ni le Code de la route ni le gendarme, que je sache.

B. B. — *Comment gérer ou contrer la montée concomitante de l'euroscépticisme et du nationalisme en Europe ?*

P. L. — En ne fuyant pas la réalité. Il faut expliquer, accepter le débat et dire « Bon vent ! » à ceux qui pensent pouvoir défendre seuls leur identité et leurs valeurs dans le vaste monde. Les défenseurs des nationalistes commettent moins une erreur intellectuelle — l'identité est essentielle — qu'une erreur opérationnelle : prétendre préserver cette identité seuls est vain. Que peuvent-ils espérer face à la Chine, à l'Inde ou aux États-Unis s'ils renoncent à la masse critique que peut offrir une Europe plus intégrée et plus solidaire ?

B. B. — *Si vous aviez un pronostic à faire, diriez-vous que le Royaume-Uni quittera l'UE en cas de référendum ?*

P. L. — J'espère que non, ne serait-ce que parce que ce serait un mauvais coup porté à la crédibilité de la construction européenne. Quand je discute avec les présidents chinois, indonésien ou brésilien, je constate que l'Europe se résume à leurs yeux à deux miracles : la réconciliation franco-allemande et l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Union... Si les Britanniques s'en vont, une partie de la validité de l'entreprise sera atteinte.

B. B. — *Que vous inspire la situation en Ukraine ? Faut-il ressor-tir des tiroirs le vieux concept de « finlandisation » ?*

P. L. — Je ne suis pas expert en matière de politique de sécurité, mais le modèle finlandais a fonctionné... Pendant de longues années, la Finlande a su faire le gros dos face à l'URSS et, en 1995, quand elle a rejoint l'Union européenne, il n'y a pas eu de traumatisme russe. Il en irait sans doute différemment si l'Ukraine voulait rejoindre l'UE aujourd'hui. De même qu'il ne faut pas demander au Mexique de choisir entre les États-Unis et l'Amérique latine, je pense que l'Ukraine appartient à deux mondes et qu'il faut qu'elle reste au milieu encore un long moment !

B. B. — *Êtes-vous favorable à la politique de sanctions ciblées à l'encontre de la Russie ?*

P. L. — Certes, il faut adresser des signaux clairs et gradués à la Russie. Mais n'oublions pas qu'en matière économique et

financière une sanction est un coût que l'on impose à la fois à son adversaire et à soi-même.

B. B. — *La Turquie doit-elle adhérer à l'UE ?*

P. L. — On lui a dit, il y a fort longtemps, qu'elle avait vocation à entrer dans l'Union moyennant certaines conditions à remplir : tenons parole ! À la même époque, on avait rejeté la candidature du Maroc. C'est un choix. La porte est donc ouverte à la Turquie, comme elle l'est à d'autres pays des Balkans... Mais il faut être deux pour danser le tango et il est nécessaire d'en savoir davantage sur la vision turque de la construction européenne. Moi, je ne la connais pas. Or, quand on négocie avec un pays de cette taille, ce n'est pas indifférent. Vous me direz qu'on ne connaît pas davantage la vision exacte qu'ont de l'Europe certains États membres de l'UE... C'est vrai, mais ils sont de taille plus modeste.

B. B. — *Quels sont les dirigeants mondiaux qui vous ont le plus impressionné durant vos quinze années à Bruxelles et vos huit ans à Genève ?*

P. L. — Outre Jacques Delors, mon maître, je peux citer Helmut Kohl et François Mitterrand pour ce qu'ils ont apporté à l'Europe ; Margaret Thatcher pour son énergie indomptable ; Michael Bloomberg qui a transformé New York, mais aussi le Brésilien Lula, le Rwandais Paul Kagamé, le Canadien Jean Chrétien, l'Éthiopien Meles Zenawi, le premier ministre chinois Zhu Rongji... C'est un peu hétéroclite ! Mais le plus grand acteur de l'Histoire à qui j'ai serré la main, c'est Deng Xiaoping, en 1986, au cours d'une visite à Pékin avec Jacques Delors.

B. B. — *Et dans la génération actuellement au pouvoir ?*

P. L. — La personnalité la plus impressionnante, dans un style qui lui est propre, est Angela Merkel. Elle sait écouter. Elle cherche à comprendre, à analyser... Quand vous discutez avec elle, c'est simple, elle a une grille dans la tête avec des colonnes et des cases sur différents sujets : la France, l'Europe, le commerce, la Chine, etc. Le jeu, si je puis dire, consiste à ce qu'elle remplisse le maximum de cases. Elle ne s'attarde pas sur celles qui sont déjà pleines et se concentre sur celles qui sont vides, sans chercher à vous souler de considérations générales sur sa vision du monde... Après la conversation, on sent qu'elle vérifie intérieurement si la grille est rationnellement remplie : peut-être une trace de sa formation de physicienne ! Bref, dans les réunions où je l'ai rencontrée, sa capacité d'écoute m'a toujours impressionné — de même que sa

modestie intellectuelle. Cela dit, je ne l'ai pas « pratiquée » en tant que leader politique domestique et je ne l'ai jamais observée de près faire le ménage dans les rangs de la CDU !

B. B. — *L'indifférence — proche de l'ingratitude — dont François Hollande fait aujourd'hui preuve à l'égard de Jacques Delors attriste bon nombre de ses fidèles... Et vous ?*

P. L. — C'est une histoire compliquée... C'est la dimension shakespeareienne de la politique !

(1) Quand la France s'éveillera, Odile Jacob, 2014.

(2) Oxford Martin Commission, *Now for the long term* (« Agir aujourd'hui sur le long terme »), novembre 2013, 85 pages. Cette commission est un « think tank » de l'Oxford Martin School de l'université d'Oxford.

(3) Encyclique sociale, « l'Amour dans la vérité » ne se résigne pas à un équilibre raisonnable, revu en fonction des leçons de l'actualité, entre impératifs d'efficacité et exigences de justice. Elle demande à chacun, même au banquier d'affaires, de considérer toutes ses décisions, mêmes professionnelles, à la lumière de la charité : « Non seulement les principes traditionnels de l'éthique sociale, tels que la transparence, l'honnêteté et la responsabilité ne peuvent être négligés ou sous-évalués, mais aussi dans les relations marchandes le principe de gratuité et la logique du don, comme expression de la fraternité, peuvent et doivent trouver leur place à l'intérieur de l'activité économique normale. »

(4) *La Démocratie-Monde, Pour une autre gouvernance*, Seuil, 2004.

(5) Le Cercle des économistes, sous la direction de Jean-Hervé Lorenzi et Christian de Boissieu, *Et si le soleil se levait à nouveau sur l'Europe ?*, Fayard, 2013.

(6) L'ordo-libéralisme est un courant de pensée libéral apparu dans les années 1930 en Allemagne qui a inspiré, après guerre, les fondateurs de l'économie sociale de marché.